



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM 2020-02 - Séance du 19 février 2020**

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et statigiaires de la F.P.T

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	23
25	18	23	Contre	0
			Abstention	0

L'an 2020, le dix-neuf février à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 13 février 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 13 février 2020.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, RAMORA Anna, MICHEL Yves.

**Pouvoirs de :** MARTINEZ Mickaël pour RODENAS François, DESTAILLATS Aline pour CONTENSEAU Carole, SOULIER Alain pour MARTY Philippe, MONIN Séverine pour BASSO Béatrice, DURIX Olivier pour MAZOLLIER Elisabeth.

**Absents :** SIMAR Morgan et FOUREL Sylvain.

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

## N° DLM 2020-02 – RESSOURCES HUMAINES : CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Sur le rapport de Madame Elisabeth MAZOLLIER, adjointe au maire déléguée aux festivités :

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le Code du Travail et notamment les articles L. 6211-1 et suivants,  
**VU** la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,  
**VU** la Loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout  
**VU** le Décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,  
**VU** le Décret n°93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,  
**VU** l'avis donné par le comité technique, en sa séance du 07/02/2020

**CONSIDÉRANT** que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

**CONSIDÉRANT** que ce dispositif présente également une opportunité pour la collectivité en développant une compétence adaptée à ses besoins et en répondant à un objectif de mission de service public pour le soutien l'emploi des jeunes;

**CONSIDÉRANT** qu'à l'appui de l'avis favorable du comité technique, il revient au conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Il est proposé au conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir à un contrat d'apprentissage dès la rentrée 2020 conformément au tableau suivant :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la Formation
ATSEM	1	BAC PRO Services aux Personnes et aux Territoires	2 ans

Le conseil municipal ouï l'exposé de Madame Elisabeth MAZOLLIER et après en avoir délibéré à l'unanimité, **DECIDE** le recours au contrat d'apprentissage conformément au tableau supra, **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget et **AUTORISE** Monsieur le maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec le centre de formation d'apprentis.

Pour extrait conforme,  
 Le 25 février 2020,

Le Maire,  
 Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*